

La réalité est-elle si difficile à affronter ?

En Ancien Régime, le roi exerçait son pouvoir de droit divin. Le fait du prince ne se pouvait discuter, étant par définition du domaine du sacré. La grande révolte de 1789 devait en principe mettre fin à cet état de dictature. C'était sans compter avec le peu de culture politique du peuple, les divisions de la bourgeoisie « éclairée », la violente réaction de la noblesse européenne... L'idéal universaliste chanté par Victor Hugo n'a jamais vu le jour et, au contraire, la révolution a rapidement abouti à « l'amour sacré de la patrie » en danger. Depuis, l'histoire des Etats a toujours été celle de luttes meurtrières pour défendre et étendre des aires géographiques fermées, protégées du point de vue de leurs activités de production et d'échange. Cela a longtemps perduré. La France a été dotée par De Gaulle, en 1958, d'une Constitution renforçant considérablement le rôle dirigiste de l'Etat. Même Mitterrand, qui en a commis une virulente dénonciation dans son « Coup d'Etat permanent », a trouvé très pratique de s'appuyer sur elle pour exercer son pouvoir à sa guise.

L'autoritarisme, l'agressivité économique, produisent de l'aliénation qui, en retour, produit tôt ou tard de la contestation ; c'est une constante de l'exercice du pouvoir. La contestation peut être dévoyée par tromperie, étouffée par la répression. Par contre, elle reprend le devant de la scène quand le pouvoir s'affaiblit, contribuant ainsi à sa déstabilisation. C'est une telle phase de ces grands cycles de l'histoire que nous vivons aujourd'hui et, sachant l'analyser, nous serions bien inspirés de ne point laisser simplement un pouvoir plus « moderne » remplacer celui qui n'appartient plus qu'au passé.

Nous arrivons en effet à l'échéance des vicissitudes politiques des cinquante dernières années. Le monde, et particulièrement l'Europe, partagé entre deux impérialismes agressifs, a eu tout le temps de se forger une culture politique d'intolérance pour laquelle, contrairement à la réalité de la vie, toute chose est en fin de compte ou entièrement bonne ou complètement perverse. Dans ces conditions, les nécessaires mutations ne s'y sont faites que de manière brutale. La France éternelle s'étendait de Dunkerque à Tamanrasset jusqu'au moment où, pour demeurer éternelle, elle s'est débarrassée de l'Algérie, miracle gaulliste. Le mur de la honte a longtemps coupé Berlin en deux antagonismes, jusqu'au moment où les jeunes de l'Europe entière sont allés en pèlerinage glaner ses débris. Ni l'Algérie, ni la France, ni la Russie ne semblent être à la veille de guérir de ces soubresauts.

En France même, l'évolution sociale a été entravée par ce type de processus psychologique tout noir, tout blanc. Ce qu'on y appelle la droite y a joué son rôle naturel, consistant à imposer la loi du libéralisme économique, mais avec la prudence qu'imposait l'opposition résolue d'organisations de défense des travailleurs combatives. Mais ce phénomène très localisé n'a pas entravé la fulgurante progression planétaire du libéralisme, d'autant que ne lui a jamais été opposée de critique constructive concernant l'évolution des sociétés. Pendant une quarantaine d'années, la pêche aux voix a largement tenu lieu d'analyse politique et les falsifications électorales ont été les principales raisons d'une trompeuse stabilité du système au rythme des alternances toujours plus rapprochées. Peu à peu, les centres de décision, les intérêts vitaux, se sont déplacés. La France, enfermée dans son césarisme, son centralisme, son culte républicain, n'a pas généré une « classe politique » capable de s'adapter. De toute façon, comme dans les autres Etats européens, ce qu'on appelle ici la gauche a perdu sa capacité de proposition en même temps que la maîtrise politique. Le monde du travail s'est délité et, comme partout ailleurs, la social démocratie a pu faire plus aisément et mieux ce que la droite avait des difficultés à imposer.

L'évolution d'ensemble aboutit à une nouvelle sacralité, celle de l'argent. La sphère de pouvoir s'est déplacée des Etats vers la Bourse à la faveur du développement des réseaux informatiques. Les quantités d'argent mises en jeu sont devenues si

importantes que la monnaie n'est plus que virtuelle et les Etats ne sont plus que les débiteurs des « investisseurs institutionnels ». Il suffit d'observer les réactions des spéculateurs quand le dollar, l'euro ou le yen amorcent une évolution un tant soit peu soutenue, à la hausse comme à la baisse, pour comprendre quelle partie diabolique ils jouent. De quoi ne pas s'étonner que le dernier mot à la mode soit « régulation »... L'Europe, dans ce concert de la mondialisation, a abouti à un pouvoir rénové, plus éloigné du citoyen, plus arbitraire si possible. Et à la naissance de l'euro, la première monnaie virtuelle, du moins jusqu'à sa mise en circulation. La moitié des décisions concernant les Etats membres sont prises à Bruxelles (parlons donc de souveraineté...). C'est ce constat qui amène à envisager une fédération de régions plutôt que d'Etats, de manière à rapprocher les lieux de décision.

Dans le contexte actuel, les coups de force électoraux, s'ils ont permis à certains de « faire carrière », ont fait oublier la démocratie. Le mécontentement n'ayant plus aucun moyen de se faire entendre, un nombre toujours plus grand de citoyens est exclu du terrain politique. D'où les records d'abstention associés à la montée de l'extrême droite, minimisée par les magouilles électorales. 15% des français qui donnent leur voix au F.n. par indignation, votent pour rien au niveau de l'Assemblée nationale. On ne peut certes pas souhaiter le succès de gens qui n'existent que pour détruire la société, mais il faut reconnaître qu'il y a là une anomalie malsaine. Et cette anomalie prend tout son relief avec l'entrée en jeu de la pseudo-régionalisation. On ne peut en effet considérer comme régionalisation une déconcentration timide qui laisse au gouvernement, aux préfets, à l'administration centrale, même le contrôle des budgets accordés aux régions. Par contre, le mode d'élection y est nettement moins verrouillé.

Deux facteurs essentiels entrent en jeu à ce niveau. Le premier est l'émergence du vote radicalement d'extrême droite sur la région. Là il a la possibilité de s'exprimer, non pas parce que régionalisation et fédéralisme seraient les deux mamelles de l'abjection, mais parce que le système français ne laisse pas d'alternative. L'autre facteur est l'émergence des régions, comme éléments de dynamique sociale et économique, comme réponse cohérente à la mondialisation. Les Etats se vidant de leur contenu, ce sont les exécutifs régionaux qui tentent de s'en sortir en créant des groupes de pression à Bruxelles et en passant des accords transfrontaliers.

La situation est intéressante. L'Etat, de tradition centraliste et anti-régionaliste, a comme les autres, perdu le pouvoir de gouverner, et n'a même plus les moyens de s'opposer de quelque façon que ce soit à la construction européenne. Il est donc confronté à un bouillonnement régional toujours plus fort et adopte un double langage d'ouverture européenne, figure imposée du libéralisme et d'amalgame régions-réaction pour tenter de sauver sa structure verticale. C'est manifestement une position de repli historique condamnée à l'échec. Alors se fait jour une sorte de recomposition extrémiste confuse : le F.n. éclate en même temps que le duo Pasqua-De Villiers récupère la réaction dans un projet aussi novateur que le fut le pétainisme. Il y a manifestement là une tentative de rassembler tous ceux que l'on appelle maintenant les souverainistes, c'est à dire les malades de l'amour sacré de la patrie, qui se recrutent partout sur l'échiquier politique, d'un extrême à l'autre.

Dans le même temps grossit un courant libéral qui draine non seulement ceux qui ont véritablement intérêt à faire triompher le libéralisme, mais aussi tous ceux qui s'accrochent au pouvoir. C'est ainsi que l'Europe des Etats est devenue uniformément social démocrate ou centre droit en même temps qu'ultra libérale. Ces deux courants, souverainistes et centristes de pouvoir n'ont aucun moyen de forger un avenir. Pour paraphraser Pierre Dac, ils se sont retournés sur leur passé : ils ont leur avenir dans le dos.

Il n'est que temps de ne pas confondre causes et effets. Le seul champ civique encore ouvert est celui d'une Europe fédérale des Régions, puisque aussi bien dans le monde contemporain, celles-ci apparaissent comme une juste mesure culturelle,

sociale. C'est une espérance confuse, qui ne pourra émerger que dans la douleur, mais qui est en passe de se réaliser, ne serait-ce que parce que le poids socio-économique de certaines régions (près de chez nous, la possible association Piémont-Rhône Alpes et Catalogne-Midi Pyrénées) en fait des réalités de la vie européenne. Le temps n'est plus à discuter du bien fondé d'une telle structure : elle se met en place tandis que les Etats du siècle dernier se délitent. Aucune société humaine ne vit sans culture propre, aucune avancée humaine n'a lieu en milieu clos. Alors, autant choisir l'Europe, en étant conscients des dangers que cela suppose. Le pari consiste à embarquer sur le bateau en espérant changer le capitaine en cours de route... ce qui est strictement impossible à envisager si l'on reste à quai !

Jean-Claude Latil, 03/10/1999